

Le Parlement britannique veut conditionner l'aide aux pays des Grands Lacs

BBC Afrique, 5 janvier 2012 L'aide britannique aux Grands Lacs Publiée jeudi à Londres, un rapport de la commission parlementaire sur l'aide au développement, concernant le Rwanda et la République démocratique du Congo, recommande de poser des conditions plus strictes comme le respect des libertés civiles dans ces deux pays encore en proie à des violences. Le Royaume-Uni est le premier contributeur d'aide au développement au Rwanda. Les aides au Rwanda, à la République démocratique du Congo, et au Burundi représentent 30 pc du total l'aide au développement britannique jusqu'en 2015.

Avant les dernières élections législatives en 2010, David Cameron, aujourd'hui à la tête du gouvernement de coalition, s'était engagé à maintenir et protéger le budget de l'aide au développement. Une part croissante est consacrée aux pays affectés par des conflits. Dans son rapport, la commission parlementaire sur le développement international approuve cette évolution, estimant que des programmes bien ciblés pour prévenir des conflits reviennent enfin de compte moins cher que d'avoir à prendre en charge leurs conséquences. Cependant le rapport déclare que les pays bénéficiaires ont aussi un rôle à jouer. Par exemple le Rwanda, en échange de l'aide, devrait libéraliser les médias. Le président Paul Kagame justifie la concentration des pouvoirs entre ses mains pour éviter, dit-il, une répétition du génocide de Tutsis et des massacres de Hutus modérés en 1994 pour justifier la concentration de pouvoirs. Les gouvernements britanniques ont jusqu'à présent évité de critiquer ouvertement le président Paul Kagame. En partie à cause de la gêne pour n'avoir aussi à stopper le génocide. Mais si Londres faisait pression restaurer pleinement les libertés publiques au Rwanda, en menaçant de suspendre l'aide, Paul Kagame est capable de rompre les relations diplomatiques comme il l'a fait il y a quelques années avec Paris. Avec comme conséquence pour le Royaume-Uni une perte d'influence dans la région des Grands Lacs. Le rapport de la commission parlementaire s'inquiète aussi des violences dont sont victimes les femmes et les filles en République démocratique du Congo. La corruption est aussi pointée du doigt. Le problème est que souvent la mise en œuvre des programmes d'aide est confiée à des organismes tiers rendant plus difficile les contrôles. Le parti travailliste dans l'opposition a approuvé les conclusions du rapport. Son porte parole pour l'aide au développement a demandé à Andrew Mitchell de clarifier l'action de son ministre dans les pays aux régimes fragiles et en proie à des violences. Ivan Lewis insiste pour que l'aide parvienne aux gens qui en ont le plus besoin.